

Séance ordinaire du mardi 28 juin 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Marchés publics et commande publique éco- responsable

Présents :

Taslime AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Clare HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Julie FRÊCHE, Agnès SAURAT

Achats publics durables - Adoption du Schéma de Promotion des Achats Socialement et Écologiquement Responsables (SPASER) 2022/2026

Madame Catherine RIBOT, Conseillère municipale, rapporte :

La transition écologique, sociale et économique portée par la Ville de Montpellier implique une mobilisation totale de tous les leviers stratégiques possibles. Avec un volume d'achats annuel de 146 M € HT en 2021, la Ville de Montpellier dispose d'un puissant levier d'accélération de la transition écologique et solidaire, dont elle entend se saisir. Dans la prolongation des actions déjà menées, la Ville de Montpellier entend structurer sa politique achat au service de ses ambitions politiques en se dotant d'un Schéma de Promotion des Achats publics Socialement et Écologiquement Responsables (SPASER) pour la période 2022/2026.

La loi du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire, complétée par la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique (LTECV), a instauré l'obligation d'adopter et de publier un SPASER. Les Collectivités Territoriales y sont soumises lorsque le montant annuel de leurs achats est supérieur à 100 M € HT. Conformément à l'article L.2111-3 du Code de la Commande publique, ce schéma rendu public « *détermine les objectifs de politique d'achat comportant des éléments à caractère social visant à concourir à l'intégration sociale et professionnelle de travailleurs handicapés ou défavorisés et des éléments à caractère écologique ainsi que les modalités de mise en œuvre et de suivi annuel de ces objectifs. Ce schéma contribue également à la promotion d'une économie circulaire* ».

Un schéma ambitieux structuré autour de 4 axes majeurs :

L'adoption du SPASER s'intègre dans une ambition politique mobilisée en faveur du développement durable. En mars dernier, Montpellier Méditerranée Métropole a arrêté la deuxième édition du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) solidaire 2021-2026 ayant vocation à limiter l'impact du territoire sur le climat et d'en réduire la vulnérabilité, avec une ambition d'atteindre la neutralité carbone en 2050.

En complémentarité de l'ensemble des démarches engagées, la Ville de Montpellier souhaite, au travers de son SPASER, mettre notamment l'accent sur la décarbonation du territoire, l'accès à l'emploi aux jeunes issus des quartiers politiques de la ville ainsi que l'innovation au profit des entreprises aux stratégies singulières. La prise en compte des différentes politiques menées, ainsi que les dynamiques des acteurs du territoire permettent à la Ville de Montpellier d'élaborer une stratégie cohérente.

Le Schéma pensé par la Ville de Montpellier s'articule donc autour de 4 axes et de 9 actions :

- **La commande publique, un levier d'action pour la protection de l'environnement, la santé et la transition énergétique :**
 - o Action 1 : Assurer un environnement sain et protéger les ressources ;
 - o Action 2 : Promouvoir l'économie circulaire ;
 - o Action 3 : Développer des constructions durables ;
- **La commande publique, un levier d'action pour l'insertion et l'équité sociale :**
 - o Action 4 : Renforcer l'insertion des personnes éloignées de l'emploi ;
 - o Action 5 : Lutter contre toute forme de discrimination et assurer l'égalité professionnelle ;
- **La commande publique, un levier d'action pour le développement économique :**
 - o Action 6 : Faciliter l'accès aux TPE/PME ;
 - o Action 7 : Promouvoir l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) ;
 - o Action 8 : Stimuler l'innovation sur le territoire ;
- **Une gouvernance et un pilotage de la politique achat :**
 - o Action 9 : Faire de la commande publique un levier de performance durable.

Ces ambitions, déclinées en chantiers et actions opérationnelles, illustrent la volonté de la Ville de Montpellier d'adopter un comportement exemplaire. Par ses orientations, ce schéma a vocation à irriguer l'ensemble des achats, à tous les stades du processus : définition des besoins, passation et exécution des contrats.

Ce schéma est le fruit d'un travail collaboratif associant l'ensemble des Pôles de la Collectivité, répartis en 10 ateliers et réunissant plus de 70 contributeurs. Le choix d'une méthodologie participative, alliant tous les cœurs de métier, a renforcé l'élaboration d'un outil de référence ambitieux et cohérent avec la réalité opérationnelle.

Dans une dynamique d'amélioration continue, la Ville de Montpellier souhaite se conformer aux objectifs ambitieux affichés par le nouveau Plan National pour des Achats Durables 2022/2026 (PNAD) et concourir aux 17 objectifs de développement durable de l'Agenda 2030. Ainsi, à travers ses 26 chantiers ambitieux, le présent SPASER s'engage à surpasser les pratiques menées jusqu'à présent en prévoyant, notamment, d'élever à 100 % les marchés comportant des considérations environnementales et à 30 % les marchés comportant des considérations sociales d'ici 2025.

Un schéma collaboratif et évolutif grâce à une gouvernance adaptée :

Au-delà des ambitions du SPASER, et afin d'affirmer son engagement pérenne en faveur des achats durables, la Ville de Montpellier entend accompagner le SPASER d'une vraie gouvernance de sa politique d'achat.

Un comité de pilotage, constitué notamment de la Direction Générale et des élus intéressés, sera ainsi régulièrement réuni pour identifier les marchés à enjeux et arbitrer les objectifs leur étant assignés en déclinant les objectifs fixés par le SPASER. Un comité technique, plus opérationnel, préparera et appliquera les décisions du comité de pilotage. Il arbitrera également directement les stratégies d'achats sur les procédures présentant un intérêt stratégique moindre que celles passant devant le comité de pilotage. Il assurera également la mesure du travail accompli via la mise en place d'indicateurs de suivi dans une démarche d'amélioration continue.

Par ailleurs, dans une logique de coordination de la politique d'achat responsable de la Collectivité, le SPASER définit également des leviers stratégiques et opérationnels d'accompagnement destinés à dynamiser la prise en compte du développement durable dans les marchés publics (formations, guide interne, fiches outils thématiques).

Enfin, la Ville de Montpellier entend également poursuivre cette démarche en synergie avec l'ensemble des opérateurs économiques du territoire dans une logique de démarche locale d'achat durable.

Les orientations proposées à l'horizon 2026 permettent ainsi de donner une nouvelle impulsion à la politique achat et de fournir un cadre d'action permettant la mise en place d'une commande publique exemplaire et responsable sur le plan social, environnemental et économique.

La réussite de ce défi implique un engagement de tous les acteurs au service d'un territoire innovant, résilient et solidaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le Schéma de Promotion des Achats Socialement et Ecologiquement Responsables 2022-2026 de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 6 juillet 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Schéma de Promotion des Achats Socialement et Ecologiquement Responsables (SPASER) - Ville de Montpellier

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20220628-191632-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 05/07/22
Réception en Préfecture : 05/07/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.